

CONTRE LE RACISME ET LE FASCISME : DES PAPIERS POUR TOUTES ET TOUS !

**18 DÉCEMBRE: JOURNÉE
INTERNATIONALE DES MIGRANT·ES**

16H - DEVANT LA DDETS

**RASSEMBLEMENT À L'INITIATIVE
DE LA COORDINATION DU SOCIAL**

**MANIFESTATION
JEUDI 18 DÉCEMBRE**

18H

**PLACE DE LA
COMÉDIE**

**18 déc.
2025**

**JOURNÉE INTERNATIONALE
DES MIGRANT·E·S**



**MARCHE DES
SOLIDARITÉS
MONTPELLIER**

Contre le racisme et le fascisme : des papiers pour toutes et tous !

18 décembre journée internationale des migrant·es

Ce pays ne marche pas sans immigré·e·s. Il n'existe pas sans l'immigration et en bénéficie à tous points de vue. Ce n'est pas l'immigration qui le détruit, ce sont les politiques menées, le racisme et l'injustice.

Irrégularité, une hypocrisie de l'État

Obtenir un titre de séjour est devenu un parcours du combattant, en raison notamment du manque de moyens pour les préfectures entraînant l'impossibilité d'obtenir des rendez-vous. Cette saturation volontaire témoigne de l'hypocrisie d'un état raciste qui crée lui-même l'irrégularité et la précarité.

Au travail, les personnes immigrées, en situation régulière ou non sont sur-représentées dans les métiers les plus précaires et difficiles (BTP, aide-ménagère, sécurité, cuisine, nettoyage, agriculture). Les personnes en situation irrégulière sont particulièrement exposées et sont contraintes d'accepter des conditions de travail terribles et parfois même du chantage et du racket de leur patrons. Ici aussi l'État est hypocrite puisqu'il demande aux étrangers de travailler pour obtenir un titre de séjour mais il interdit aux étrangers en situation irrégulière de travailler.

Une criminalisation de l'existence

L'État français fait la chasse aux étrangers comme en témoignent les rafles organisées par l'ex ministre de l'intérieur Bruno Retailleau les 18 et 19 juins, déployant 4000 policiers dans les gares de France

pour arrêter le maximum possible de personnes en situation irrégulière. Ces opérations servent à terroriser les personnes étrangères soit pour les faire quitter le territoire, soit pour accepter des niveaux d'exploitation encore plus terribles.

Non aux prisons pour migrant·es

40 592 personnes ont été enfermées en centre de rétention administrative (CRA), c'est-à-dire des prisons pour migrant·es, par l'État français en 2024. Le peu d'enquêtes sur les conditions de détention témoignent toutes de traitement indignes et de déni des droits fondamentaux les plus basiques. Ces conditions ont amené au décès d'au moins 4 personnes l'année dernière.

Nous nous opposons fermement au projet de CRA de Béziers !

À Montpellier, bataille pour l'hébergement

Fin octobre 35 personnes (dont 15 enfants) étaient mises à la rue à Montpellier suite à l'expulsion de leur squat. Le préfet de l'Hérault François Xavier Lauch (récemment muté dans le Pas de Calais) avait alors déclaré, dans toute son inhumanité, "*La place de ces personnes est de retourner dans leur pays*". Si la mobilisation populaire a contraint la mairie à trouver une solution d'urgence, cette victoire reste très insuffisante puisque ces solutions sont précaires et que bien d'autres familles dorment encore dehors. Avec ou sans papier, nous exigeons un logement digne pour toutes et tous !

Nous le répétons : L'immigration n'est pas un problème, le seul problème c'est le racisme

Nous demandons :

- L'abrogation immédiate de la loi Darmanin et des circulaires Retailleau
- L'égalité des droits de toutes et tous, à l'école, au logement, à la santé, à la culture, au travail
- La régularisation de tous·tes les sans-papiers
- La fermeture des centres de rétention administrative (CRA)
- La justice sociale et la solidarité, contre le racisme et le fascisme